



**CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
ANTILLES - GUYANE**

B.P. 51
97152 POINTE-A-PITRE Cedex
Tél. 0590 89 46 60 - Fax : 0590 82 96 72



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Marché Public en Procédure adaptée
en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

**RENFORCEMENT PARASISMIQUE DU RESTAURANT
UNIVERSITAIRE DU CROUS DES ANTILLES ET DE LA GUYANE
SUR LE SITE DU CAMPUS DE FOUILLOLE
Mission de base + Mission optionnelle**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

REMISE DES OFFRES

Date et heure limites de réception : **27 décembre 2024 - 12h00**

Indice

Maître d'ouvrage : **CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES ANTILLES GUYANE**
B.P. 51 :
97152 POINTE-A-PITRE
Tél. 0590 89 46 60 - Fax : 0590 82 96 72
<https://www.crous-antillesguyane.fr>

Maître d'œuvre :

SOMMAIRE

1. OBJET ET DESIGNATION DES CONTRACTANTS.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. OBJECT DU MARCHE	4
2. DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
3. PIÈCES PARTICULIÈRES	5
3.1. PIECES PARTICULIERES	5
3.2. PIECES GENERALES EN VIGUEUR LE 1ER JOUR DU MOIS DE L'ETABLISSEMENT DES PRIX (MOIS M0)	5
3.3. NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES.....	5
4. LE MAITRE D'OUVRAGE	6
4.1. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	6
4.2. PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	6
5. LA MAITRISE D'OEUVRE	6
5.1. CONTRACTANT UNIQUE.....	6
5.2. COTRAITANTS	6
5.2.1. Groupement de maîtrise d'œuvre	6
5.2.2. Le mandataire	7
5.3. SOUS-TRAITANTS	7
6. LES AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPERATION.....	7
7. MISSIONS DE L'OPERATION	8
7.1. MISSION DE BASE.....	8
7.2. AUTRES MISSIONS	9
8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	10
8.1. INFORMATIONS RECIPROQUES DES COCONTRACTANTS.....	10
8.1.1. Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché	10
8.1.2. Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage	10
8.1.3. Secret professionnel.....	10
8.2. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	10
8.3. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	10
8.4. PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE	11
8.4.1. En phase Etudes	11
8.4.2. En phase Travaux	13
8.5. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	14
8.5.1. Forme de la notification	14
8.5.2. Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage	14
8.5.3. Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves	14
8.6. AVENANTS NEGOCIES AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE	14
8.7. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE.....	15
8.8. ACHEVEMENT DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	15
9. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE.....	16
9.1. CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE	16

9.2.	ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISoire DE REMUNERATION	16
9.3.	PASSAGE AU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION	17
9.4.	MODALITES DE REVISION	17
9.5.	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	17
10.	ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE ET PENALITES	18
10.1.	ENGAGEMENT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION	18
10.1.1.	<i>Avant la passation des marchés de travaux.....</i>	<i>18</i>
10.1.2.	<i>Après la passation des marchés de travaux.....</i>	<i>19</i>
10.2.	PENALITES DE RETARD APPLICABLES A LA MAITRISE D'ŒUVRE	20
10.2.1.	<i>Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents</i>	<i>20</i>
11.	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	21
11.1.	LES AVANCES	21
11.1.1.	<i>Les avances versées au titulaire.....</i>	<i>21</i>
11.1.2.	<i>Les avances versées aux sous-traitants.....</i>	<i>21</i>
11.2.	LES ACOMPTES	21
11.2.1.	<i>Montant de l'acompte</i>	<i>21</i>
11.3.	MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACOMPTE.....	23
11.4.	LE SOLDE.....	23
11.5.	DELAÏ DE PAIEMENT	24
12.	ASSURANCES	25
12.1.	MAITRE D'OUVRAGE	25
12.2.	MAITRE D'ŒUVRE.....	25
13.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	26
14.	DIFFERENTS ET RESILIATION	26
14.1.	REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS.....	26
14.1.1.	<i>Saisine du comité consultatif de règlement amiable</i>	<i>26</i>
14.2.	RESILIATION DU MARCHE.....	26
14.2.1.	<i>Résiliation sur décision du maître d'ouvrage</i>	<i>26</i>
14.2.2.	<i>Résiliation sur demande du maître d'œuvre</i>	<i>26</i>
14.2.3.	<i>Résiliation aux torts du maître d'œuvre.....</i>	<i>27</i>
14.3.	TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE	27
15.	CLAUSES DIVERSES	27
16.	DEROGATIONS AU C.C.A.G P.I.....	28

1. OBJET ET DESIGNATION DES CONTRACTANTS

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) des Antilles et de la Guyane, représenté par son directeur.

1.2. Object du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations intellectuelles de maîtrise d'œuvre (bureau d'études) **en vue du renforcement parasismique du restaurant universitaire du Crous des Antilles et de la Guyane sur le site du Campus de Fouillole.**

Les prestations seront exécutées au sein du Campus de Fouillole sur le territoire de la ville de POINTE-A-PITRE (97110).

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation.

Les éléments de mission sont conformes aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 et se décomposent comme suit :

☐ **Mission de base :**

- APV : Avant-projets
- - APD : Avant-projet définitif
- PRO : Projet
- ACT : Assistance à la passation des contrats de travaux correspondant au DCE
- EXE : Visa des études d'exécution et de synthèse
- DET : Direction des Etudes et Travaux
- AOR : Assistance aux opérations de réception correspondant aux OPR
-

☐ **Mission optionnelle :**

- OPC :

2. DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle ; la tranche optionnelle sera affermée ou non en fonction des financements complémentaires en cours d'étude.

La tranche optionnelle sera affermée sur décision expresse du maître d'ouvrage, au plus tard **3 mois** après la notification du démarrage des travaux de la tranche ferme. Il n'est pas prévu d'indemnité en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

La répartition des tranches est précisée dans le tableau ci-après.

<i>Désignation</i>	<i>Tranche</i>	
	<i>Ferme</i>	<i>Optionnelle</i>
Renforcement parasismique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Création d'un auvent/ombrière photovoltaïque	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

3. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marchés sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

3.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux ;
- L'attestation de visite.
- Le CCTP qui définit le contenu détaillé des éléments de mission et ses annexes.
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission et par lot si l'offre a été déposée par un groupement.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre.

3.2. Pièces générales en vigueur le 1er jour du mois de l'établissement des prix (mois m0)

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article 15 du présent CCAP.

3.3. Nantissement - Cessions de créances

En même temps que la notification du marché, il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises".

4. LE MAÎTRE D'OUVRAGE

4.1. Organisation de la maîtrise d'ouvrage

- ☒ La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est **le** Directeur Général du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) des Antilles et de la Guyane.

**CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
DES ANTILLES - GUYANE**

B.P. 51

97152 POINTE-A-PITRE

Tél. 0590 89 46 60 - Fax : 0590 82 96 72

<https://www.crous-antillesguyane.fr>

4.2. Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage

Il appartient au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP) :

- De définir le préprogramme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante ;
- De fixer les objectifs de développement durable, s'ils ne font pas partie du préprogramme.

Il fournit en outre, en tant que de besoin, avant le début des études :

- Les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- Les données techniques déjà connues ;

La liste des documents est fixée à l'annexe 1 du CCTP.

Il donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants :

Le maître d'ouvrage se charge de recueillir auprès des occupants et des éventuels voisins (référé préventif), les autorisations préalables nécessaires pour accéder aux locaux et permettre au maître d'œuvre de prendre connaissance et de tenir compte de la configuration des constructions voisines.

Les démarches ultérieures (telles que prises de rendez-vous, organisation des visites, etc.) sont à la charge :

- ☐ Du maître d'ouvrage
- ☒ Du maître d'œuvre

5. LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

5.1. Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article AE 2 de l'acte d'engagement.

5.2. Cotraitants

5.2.1. Groupement de maîtrise d'œuvre

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché.

La nature du groupement est précisée à l'article AE 2 de l'acte d'engagement.

5.2.2. Le mandataire

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

5.3. Sous-traitants

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage.

6. LES AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPERATION

Le maître d'ouvrage communique la liste nominative des intervenants déjà désignés et leurs missions respectives (programmiste, géomètre, bureau d'études, de reconnaissance des sols, etc.).

- | | | |
|--|---|----------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Contrôleur technique | : | Consultation à venir |
| <input checked="" type="checkbox"/> Coordonnateur SPS | : | SO |

7. MISSIONS DE L'OPERATION

7.1. MISSION DE BASE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

- ☐ Diagnostic
- ☒ Avant-projet définitif (APD)
- ☒ Etudes de projet (PRO)
- ☒ Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)
- ☒ Etudes d'exécution / Visa (EXE)
- ☒ Direction des Etudes et Travaux (DET)
- ☒ Assistance aux opérations de réception correspondant aux OPR (AOR)

		EXE totales	EXE partielles	Etudes de SYNTHÈSE	Participation cellule SYNT	VISA *	Documents à remettre (art. 2.1.5 du CCTP)
<input type="checkbox"/>	MOE	x		x			a), b), c), d)
	Entreprises						
<input type="checkbox"/>	MOE		x	x		x	d) et a), b), c) partiels
	Entreprises		x				
<input type="checkbox"/>	MOE			x		x	c), d)
	Entreprises	x					
<input checked="" type="checkbox"/>	MOE				x	x	d) partiel et c)
	Entreprises	x		x			

* VISA par la maîtrise d'œuvre des études d'exécution et/ou de synthèse établies par les entreprises

a) plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier

b) devis quantitatif détaillé

c) actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état

d) études de synthèse

☒ Direction de l'exécution des contrats de travaux

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour :

- une durée prévisionnelle d'exécution des travaux de **XX semaines**.
- le mode de dévolution des marchés de travaux par :
 - ☒ corps d'état séparés ☐ entreprises groupées ☐ entreprise générale
- une fréquence de réunions de chantier de :

1 par semaine
- la participation moyenne de **1 personne** de l'équipe de maîtrise d'œuvre aux réunions de chantier.

7.2. AUTRES MISSIONS

- ☐ Etudes de diagnostic complétées par la vérification et mise à jour des plans remis
- ☒ Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)
- ☐ Mission de Coordination SSI (Système de Sécurité Incendie)

8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

8.1. Informations réciproques des cocontractants

8.1.1. Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire)
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

Les relevés ou sondages complémentaires nécessaires sont confiés, selon les cas, soit au titulaire du marché, soit à un prestataire extérieur. Comme toute mission complémentaire, cette mission fait l'objet d'une rémunération supplémentaire.

8.1.2. Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

8.1.3. Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

8.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection et de conditions de travail de ses salariés.

8.3. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

8.4. Présentation et approbation des prestations de maîtrise d'œuvre

8.4.1. En phase Etudes

- **Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre**

- Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans l'acte d'engagement.
- Présentation des documents

Par dérogation à l'article 26.3.2 du CCAG-PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

- Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires
Etudes de diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> • Date d'effet indiquée dans l'ordre de service. • A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée. 	Sans objet
Etudes d'avant projet sommaire (Sauf en cas de concours)		Sans objet
Etudes d'avant projet définitif		3
Etudes de projet		3
Dossier de consultation des entreprises		3
Etudes d'exécution / Visa		3
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception des travaux	3

○ Format et support choisis pour la remise des études

Dans le cadre de son contrat, et afin de permettre la consultation dématérialisée des marchés de travaux, le maître d'œuvre devra fournir tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, sous forme dématérialisée sur un support physique électronique (CD ROM, DVD.....) fourni en 3 exemplaires.

Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- standard .zip;
 - Adobe® Acrobat® .pdf;
 - Rich Text Format .rtf;
 - .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2018 ou antérieurs ;
 - le cas échéant, le format DWF ;
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif ;
- Le maître d'œuvre est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou de détection de virus, le maître d'œuvre devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5 jours.

En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au maître d'œuvre de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Toutefois, le maître d'œuvre fournira **TROIS présentations classiques**, matérialisées sous la forme papier.

● **Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage**

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'approbation
Diagnostic	Sans objet
Etudes de projet	1 semaine
Dossier de consultation des entreprises	1 semaine

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au dernier alinéa de l'article 27 du CCAG-PI.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

8.4.2. En phase Travaux

- **Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à **3 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

- **Visa des études faites par les entrepreneurs**

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **5 jours** après leur réception.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

- **Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.31 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Délai de vérification :

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à **5 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.5. Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

8.5.1. Forme de la notification

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.5.2. Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission)
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

8.5.3. Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves

- Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.
- Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appelle des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

8.6. Avenants négociés avec le maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article 2-1 de la loi MOP
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 30-3 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires).
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

8.7. Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 2-5 du CCAG Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification de la date de commencement des travaux
- passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marches de travaux,

Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

8.8. Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

9. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

9.1. Caractère forfaitaire du marché

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Le caractère forfaitaire du marché n'interdit pas de convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au contrat.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

9.2. Etablissement du forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R.2112-18 et R.2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché :

- contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire
- programme
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- continuité du déroulement de l'opération.

9.3. Passage au forfait définitif de rémunération

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir l'une des méthodes suivantes :

- ☐ Libre négociation
- ☐ Dans le cas où la rémunération est calculée au temps à passer:

Le montant définitif de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'APD est négocié en fonction de leur durée estimée et de leur complexité induites par le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre. Ce montant prend en compte l'éventuel surcoût de l'assurance du maître d'œuvre lié à l'augmentation du coût des travaux.

Le montant de la rémunération des éléments de mission antérieurs à l'engagement du maître d'œuvre est définitif.

- ☒ Dans le cas où la rémunération est calculée au pourcentage, application de la formule suivante :

Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération

Quelle que soit la méthode choisie par les parties :

- L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre cités à l'article 8.2, qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.
- La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions relatif aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage.

9.4. Modalités de révision

San objet.

9.5. Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

10. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PENALITES

10.1. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération

10.1.1. Avant la passation des marchés de travaux

► Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

► Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

► Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 %.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

► Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 8.6.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

► Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

► Respect de l'engagement du maître d'œuvre

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

► Conséquences du non respect de l'engagement

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

10.1.2. Après la passation des marchés de travaux

► Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

► Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **5 %**

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

► Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

► Conséquences du non respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x**10 %** (taux de pénalité)

Cependant, conformément à l'article 30.II du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

10.2. Pénalités de retard applicables à la maîtrise d'œuvre

10.2.1. Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article AE 3 de l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de :

100 € HT	pour l'élément de mission DIAG
100 € HT	pour l'élément de mission APD
100 € HT	pour l'élément de mission PRO
100 € HT	pour la partie de l'élément de mission ACT correspondant au DCE
100 € HT	pour la partie de mission DET
100 € HT	pour l'élément de mission AOR correspondant aux OPR

11. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

11.1. Les avances

11.1.1. Les avances versées au titulaire

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue à l'article R.2191-3 du code de la commande publique est versée au titulaire, sauf en cas de refus de celui-ci. Cette avance n'est due que sur la part du marché qui n'a pas été soustraite.

Le maître d'ouvrage peut également prévoir le versement de cette avance même lorsqu'elle n'est pas obligatoire.

☒ Une avance est versée au maître d'œuvre.

☐ Aucune avance n'est versée au maître d'œuvre.

► Montant de l'avance

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est égale ou inférieure à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le pourcentage mentionné ci-dessus peut dépasser les 5% sans pouvoir excéder les 30%.

☒ Avance fixée à 5%

☐ Avance fixée à%

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

11.1.2. Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R2193-17 à R2193-21 du code de la commande publique.

Le titulaire transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R2191-11 à R2191-12 du code de la commande publique.

11.2. Les acomptes

11.2.1. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

► Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

► Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique par lettre recommandée avec avis de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

► Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article 10.2.1 du présent CCAP.

► Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,
- 2) l'incidence de la TVA,
- 3) l'incidence de la variation des prix,
- 4) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

11.3. Modalités de règlement de l'acompte

► La demande d'acompte

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par lettre recommandée avec accusé de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

► Echancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à l'article 91 du code des marchés publics, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes diagnostic	Sans objet
Etudes d'avant projet définitif	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes de projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 50% à la remise du rapport d'analyse des offres
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Assistance aux opérations de réception	65 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves 15 % à la levée des réserves 15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

11.4. Le solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 7.8 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

► Décompte final

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

- 1) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre
- 2) la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

► Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de **30 jours**.

Le décompte général comprend :

- 1) le décompte final ci-dessus
- 2) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ($3^{\circ} = 1^{\circ} - 2^{\circ}$)
- 4) l'incidence de la TVA
- 5) l'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde (3°)
- 6) l'état du solde à verser au maître d'œuvre (montant du solde + TVA + incidence de la révision)
- 7) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général
- 8) le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif après acceptation (signature) par le maître d'œuvre.

11.5. Délai de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à **50 jours**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux applicable est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

12. ASSURANCES

12.1. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé par le maître d'œuvre de l'obligation de souscrire, avant l'ouverture du chantier, une assurance de dommages à l'ouvrage, *dans les cas et limites définis aux articles L. 242-1 et L. 243-1-1 du code des assurances*. Cette assurance couvre les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage construit ou qui le rendent impropre à sa destination, et qui, en principe, sont apparus après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement. *Elle s'applique aux ouvrages existants (c'est-à-dire aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage) qui, totalement incorporés dans les travaux de réutilisation ou de réhabilitation, en deviennent techniquement indivisibles.*

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé en outre de la possibilité de souscrire des assurances complémentaires couvrant notamment :

- les dommages subis par l'ouvrage pendant l'exécution des travaux
- les dommages subis par les ouvrages existants, qui ne relèvent pas de l'assurance de dommages à l'ouvrage définie au premier alinéa ci-avant, et qui résultent de l'exécution des travaux
- les dommages causés aux avoisinants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire causés aux bâtiments voisins ou aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage).
- Par ailleurs, lorsque l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage est maintenue pendant l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage déclare avoir été informé :
- de la possibilité d'assurer la responsabilité qu'il encourt du fait des dommages résultant de l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage
- de la nécessité de vérifier que cette utilisation est bien prise en compte par les assurances de responsabilité des entrepreneurs.

12.2. Maître d'œuvre

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance *définie aux articles L. 241-1 et L. 243-1-1 du code des assurances*, ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

L'architecte, auteur initial de l'œuvre, jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Au titre de son droit moral, il a notamment le droit de s'opposer à la modification de son œuvre en cas de dénaturation.

Le maître d'ouvrage respecte le droit moral du concepteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

Toute cession de droits patrimoniaux doit faire l'objet d'une convention particulière affectée d'un prix qui sera distinct du prix d'exécution des prestations.

En particulier, les pénalités proportionnelles à la valeur du marché ou de l'un de ses éléments ne seront pas calculées sur les droits de cession.

14. DIFFÉRENTS ET RESILIATION

14.1. Règlement amiable des différends

14.1.1. Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément Articles D2197-15 à D2197-17 du code de la commande publique).

14.2. Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

14.2.1. Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 29 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 33 du CCAG-PI est fixée à **4 %** de la partie résiliée du marché.

14.2.2. Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Conformément aux articles 30 et 31.1 du CCAG-PI, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

14.2.3. Résiliation aux torts du maître d'œuvre

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

14.3. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir :

☒ le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage

☐ le tribunal administratif dans le ressort duquel les travaux ont été exécutés

15. CLAUSES DIVERSES

Sans objet.

16. DEROGATIONS AU C.C.A.G P.I

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
article 8.4.1	article 26.3.2
article 13	articles 19 à 31

Documents et pièces annexées au présent CCAP :

.....

Fait à Le

Le maître d'ouvrage,

Lu et approuvé par le maître d'œuvre,

Fait à Le